



Conseil de sécurité

Soixante-treizième année

Provisoire

8343^e séance

Jeudi 6 septembre 2018, à 11 h 40

New York

Président : M^{me} Haley (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Bolivie (État plurinational de)	M ^{me} Cordova Soria
Chine	M. Zhang Diabin
Côte d'Ivoire	M. Ipo
Éthiopie	M ^{me} Guadey
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. Delattre
Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
Kazakhstan	M. Umarov
Koweït	M. Alotaibi
Pays-Bas	M ^{me} Gregoire Van Haaren
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M ^{me} Wronecka
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce
Suède	M. Skoog

Ordre du jour

Lettre datée du 13 mars 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2018/218).

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 11 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre datée du 13 mars 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2018/218)

La Présidente (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui dans un délai très bref pour donner suite aux informations rendues publiques hier au Royaume-Uni.

Lors de la dernière séance du Conseil de sécurité sur cette question, qui s'est tenue le 18 avril (voir S/PV.8237), j'ai informé le Conseil d'événements importants. Le texte intégral de la déclaration faite par la Première Ministre devant le Parlement a été communiqué au Conseil de sécurité sous la cote S/2018/814. Comme l'a annoncé la Première Ministre britannique hier au Parlement, le Royaume-Uni est parvenu à une conclusion importante dans l'enquête sur l'attaque à l'arme chimique commise à Salisbury. Je viendrai plus tard à ce point, mais je vais d'abord donner un bref résumé de ce qui s'est passé à Salisbury en début d'année.

Le dimanche 4 mars, Sergei Skripal et sa fille Yulia ont été trouvés sans connaissance sur un banc du centre-ville après avoir été empoisonnés par un agent neurotoxique connu sous le nom de Novitchok. L'inspecteur Nick Bailey, un policier du Wiltshire, est également tombé gravement malade après avoir été exposé à un agent neurotoxique. À la suite de cette attaque, le Royaume-Uni a averti l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et l'a invitée à confirmer le nom de la substance utilisée, tandis que de notre côté, nous informions les membres du Conseil de sécurité. Les laboratoires spécialisés indépendants de l'OIAC ont confirmé la conclusion du Royaume-Uni, à savoir que l'agent neurotoxique utilisé était bien le Novitchok.

Heureusement, les Skripal sont en voie de guérison. Mais, le 30 juin, Dawn Sturgess, une mère de trois enfants âgée de 44 ans, est tombée malade dans la ville voisine d'Amesbury après avoir été exposée au Novitchok. Elle est malheureusement décédée le 8 juillet. Son partenaire, Charlie Rowley, a également été exposé à cet agent neurotoxique, et il est tombé gravement malade. La police a déterminé que Sturgess et Rowley étaient entrés en contact avec une bouteille de parfum de contrefaçon dont on s'était débarrassé à Salisbury. Les analyses effectuées sur cette bouteille après que la police l'eut récupérée ont confirmé qu'elle contenait une quantité significative de l'agent neurotoxique Novitchok, qui est hautement létal.

Le 4 septembre, les laboratoires spécialisés indépendants de l'OIAC ont une fois de plus confirmé l'identification par le Royaume-Uni de l'agent neurotoxique Novitchok, avec un niveau de pureté très élevé. Je rappelle aux membres du Conseil que le niveau de pureté très élevé signifie que l'agent a été produit par un État.

L'enquête sur l'incident d'Amesbury a été officiellement liée par la police aux tentatives de meurtre contre les Skripal. Les experts indépendants de l'OIAC ont confirmé l'utilisation de l'agent neurotoxique Novitchok, et la composition chimique de l'agent utilisé dans les deux attaques est en tous points identique.

Il est difficile de croire que l'utilisation du même agent neurotoxique à deux reprises à très courte distance puisse être une coïncidence. Nous avons déjà communiqué au Conseil les informations concernant le programme Foliant lancé par la Russie dans les années 2000, mais, pour récapituler brièvement, la création du Novitchok n'est pas visée par la Convention sur les armes chimiques, et des agents russes ont été formés à certaines techniques d'assassinat, notamment l'utilisation de ce type d'agents sur les poignées de porte.

Au Royaume-Uni, la police ne dépend pas du Gouvernement, et elle mène une enquête de criminalistique minutieuse. Environ 250 détectives participent à cette enquête, et ils ont visionné plus de 11 000 heures de vidéosurveillance et enregistré plus de 1 400 témoignages. Ils travaillent jour et nuit, effectuant un travail minutieux et méthodique afin de déterminer l'identité des personnes responsables et les méthodes qu'elles ont employées pour conduire cette attaque.

Ces éléments de preuve ont été examinés de manière indépendante par le parquet, et celui-ci a conclu qu'il existait des preuves suffisantes pour engager des poursuites. Nous avons donc conclu de manière indépendante qu'il existait des preuves suffisantes pour lancer des poursuites contre deux ressortissants russes pour les faits suivants : entente en vue d'assassiner Sergei Skripal; tentative de meurtre contre Sergei et Yulia Skripal et l'inspecteur Nick Bailey; utilisation et possession de Novitchok; et graves blessures causées intentionnellement à Yulia Skripal et Nick Bailey. L'enquête sur le meurtre de Dawn Sturgess est en cours.

Les données révèlent ce qui suit. Elles confirment l'arrivée de deux individus voyageant sous les noms d'Alexander Petrov et Ruslan Boshirov au Royaume-Uni en provenance de Russie. Les images de vidéosurveillance et d'autres éléments de preuve montrent qu'ils se sont rendus à Salisbury et, fait crucial, des preuves visuelles montrent qu'ils étaient proches de la maison de Skripal à 11 h 58 le matin du dimanche 4 mars, soit quelques minutes avant l'attaque, qui supposait de déposer la substance sur la poignée de la porte d'entrée de Skripal. Si un membre du Conseil le souhaite, nous pouvons lui transmettre des copies de ces images. En outre, les prélèvements effectués dans l'hôtel où les Skripal ont séjourné à Londres ont révélé la présence de traces de Novitchok dans leur chambre d'hôtel.

Sur la base d'une analyse approfondie de ces renseignements, le Gouvernement britannique a conclu que les deux individus nommés par la police étaient des officiers de la direction générale du renseignement de l'armée russe, également connue sous les initiales GRU. C'est un organe de l'État russe.

Lors de notre exposé précédent devant le Conseil, nous avons attribué à la Russie la responsabilité de l'incident en nous fondant sur les moyens techniques employés, l'expérience opérationnelle – je rappellerai ici l'affaire Litvinenko – et les motivations. Si l'on s'en tient à ses propres déclarations, il est pour ainsi dire normal que la Russie tente d'assassiner ses anciens agents. Ces arguments ont été solidement confortés par des preuves claires de l'implication de ressortissants russes ayant fait l'aller-retour entre Moscou et le Royaume-Uni avec des passeports russes. Ces preuves ont suffi pour que le parquet britannique, qui est indépendant, engage des poursuites pénales liées à l'attaque de Salisbury et délivre des mandats d'arrêt européens.

Ces deux individus ne sont plus au Royaume-Uni. S'ils étaient encore sur le territoire et sous la

juridiction du Royaume-Uni, ces deux suspects seraient, conformément à la loi, passibles d'arrestation pour leurs crimes, à savoir des tentatives de meurtre. Il est clair que l'État russe n'autorise pas l'extradition de ressortissants russes, et il me semble que cette interdiction est inscrite dans la Constitution russe. C'est pourquoi, en ce qui concerne ces deux personnes, nous avons obtenu un mandat d'arrêt européen et nous allons émettre sous peu une notice rouge INTERPOL. Si l'un ou l'autre de ces individus venait à sortir de Russie, nous mettrions tout en œuvre pour le faire appréhender, demander son extradition et le faire répondre de ses actes devant la justice britannique.

À l'époque, nous avons riposté avec vigueur face au comportement russe. Le Conseil se souviendra que, rejoints par 28 partenaires et par l'OTAN, nous avons expulsé plus de 150 agents des services de renseignement russes. C'était une riposte proportionnée et directe visant à décourager la Russie et à affaiblir ses moyens de mener d'autres opérations à l'avenir, ainsi qu'à réduire sa capacité d'utiliser le réseau GRU pour nuire à nos concitoyens.

Nous avons des preuves claires de l'implication de l'État russe dans ce qui s'est passé à Salisbury, et de son utilisation d'agents de guerre chimique – une implication irresponsable qui a mis en danger la vie de nombreux citoyens, et une implication irresponsable parce qu'elle a fait fi de l'interdiction universelle de l'emploi d'armes chimiques.

Comme le Conseil en a déjà débattu, la pratique russe de confier l'exécution d'actes malveillants à l'armée et aux services de renseignement à l'étranger est solidement établie, comme en attestent des exemples tels que la tentative de coup d'État en octobre 2016 au Monténégro, la cyberattaque NotPetya en juin 2017, qui a provoqué des dégâts estimés à 1,2 milliard de dollars dans le monde, et d'autres attaques électroniques. Le GRU a été à maintes reprises responsable de l'ingérence russe dans les affaires intérieures d'autres pays; tout récemment, nous avons été témoins de mises en accusation aux États-Unis d'agents liés au GRU dans le cadre de l'enquête sur le piratage du Comité national démocrate en 2016. Aujourd'hui, à la lumière des éléments de preuve obtenus à Salisbury, nous constatons que l'activité du GRU couvre également l'utilisation d'un agent neurotoxique illégal de type militaire sur le sol européen.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont une responsabilité particulière s'agissant

de faire respecter les normes mondiales et le droit international, et c'est d'autant plus vrai pour ce qui concerne les armes de destruction massive. L'un de ces membres permanents n'a pas respecté ces normes importantes. L'un de ces membres a systématiquement adopté un comportement indiquant qu'il a tenté d'assassiner les Skripal, qu'il a joué la vie des habitants de Salisbury à pile ou face et qu'il agit dans un univers parallèle, où les règles normales qui régissent les affaires internationales sont inversées.

C'est une remise en question directe du système international fondé sur des règles, système grâce auquel nous sommes tous en sécurité, Russie comprise, depuis 1945. Face à un tel comportement, la communauté internationale doit continuer à défendre les lois, normes et institutions qui protègent nos citoyens contre les armes chimiques et qui les protègent contre la menace d'une ingérence étrangère hostile. C'est pourquoi, hier, la Première Ministre britannique a exposé l'importance de recourir à des mécanismes multilatéraux transparents pour identifier les acteurs malveillants et faire en sorte qu'ils répondent de leurs actes. Qu'il me soit permis de résumer les mesures qui, à notre avis, devraient être prises dès maintenant par la communauté internationale.

Nous devons œuvrer de concert pour renforcer la Convention sur les armes chimiques contre l'utilisation d'armes chimiques partout dans le monde, qui a récemment été enfreinte sous nos yeux dans les rues du Royaume-Uni. Nous devons encore renforcer la capacité de l'OIAC d'établir les responsabilités en cas d'utilisation d'armes chimiques. L'incident de Salisbury ne doit jamais se reproduire nulle part. Nous devons braquer les projecteurs sur les cas où des organismes d'État sont utilisés pour saper l'état de droit et s'ingérer dans la vie de citoyens d'autres pays. Et nous devons tirer le meilleur parti de nos procédés éprouvés, y compris les sanctions, pour réfréner les menaces qui pèsent sur nos sociétés et nos modes de vie.

Comme l'a souligné M^{me} Theresa May hier, le Royaume-Uni n'a aucun grief contre le peuple russe. Nous gardons l'espoir de renouer, un jour, un partenariat solide avec le Gouvernement de cette grande nation. Nous avons combattu aux côtés des troupes russes durant la Seconde Guerre mondiale. Mais nous riposterons avec force dès lors que notre sécurité sera menacée, que les vies de nos citoyens seront mises en danger et que les normes et règles du droit international et du système international seront bafouées de manière flagrante et irresponsable.

Nous nous tenons aux côtés de nos partenaires et alliés. Nous sommes déterminés à continuer d'entraver ensemble les activités hostiles des réseaux des services de renseignement étrangers sur nos territoires. Nous nous emploierons à faire respecter l'interdiction des armes chimiques. Nous entendons protéger nos citoyens. Et nous nous défendrons contre toutes les formes d'activité étatique malveillante menées contre nous et nos sociétés.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de la présente séance et des informations que vient de nous présenter la représentante du Royaume-Uni sur les enquêtes menées et les éléments de preuve collectés, dont nous prenons bonne note.

Nous tenons à rappeler la profonde préoccupation que nous cause l'emploi d'un agent neurotoxique dans les espaces publics du Royaume-Uni, emploi qui a coûté la vie à une femme innocente et qui a gravement menacé celle d'au moins quatre autres personnes. Nous faisons part de notre chagrin et de notre solidarité avec les victimes et la population du Royaume-Uni, qui aurait pu être exposée à l'agent chimique en question.

Le Pérou condamne avec force tout emploi d'armes chimiques. Nous considérons qu'une telle pratique constitue en soi une menace à la paix et à la sécurité internationales, un crime odieux et une violation flagrante du régime de non-prolifération en question.

C'est pourquoi nous appelons de nouveau les parties concernées à faire preuve de la plus entière coopération dans le cadre des enquêtes et de tout autre élément lié à cette question délicate, en particulier par l'entremise de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et des autres instances compétentes, conformément au principe du règlement pacifique des différends. Nous soulignons qu'il est impératif de déterminer les responsabilités et les sanctions correspondantes, en respectant l'état de droit et les garanties d'une procédure régulière.

M. Delattre (France) : Je remercie la présidence américaine d'avoir organisé la présente séance, et je remercie le Royaume-Uni pour ce point de situation très opportun sur les résultats de l'enquête britannique relative à l'exposition de trois personnes à un agent neurotoxique militaire, survenue en mars dernier à Salisbury. Je tiens d'abord, au nom de la France, à renouveler la solidarité exprimée par nos plus hautes

autorités auprès de nos amis britanniques au lendemain de l'acte hostile du 4 mars.

L'enquête des services de police britanniques est désormais arrivée à son terme. Je tiens à saluer la volonté de transparence du Royaume-Uni et la manière dont il a conduit ce dossier, en lien avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), dont je salue le travail exemplaire. Je reviendrai d'abord sur les faits, avant d'évoquer brièvement les enjeux plus généraux.

Les faits sont clairs : les résultats de l'enquête britannique, combinés avec ceux de l'OIAC, confirment l'analyse initiale, que nous partageons, sur l'absence d'autre explication plausible que celle d'une responsabilité de la Russie. Tout concorde aujourd'hui. Un agent chimique puissant, le Novitchok, considéré comme étant de production militaire, a bel et bien été utilisé à Salisbury contre Sergei Skripal et sa fille, et ultérieurement à Amesbury. Je relève la conclusion britannique selon laquelle une telle opération n'a pu être lancée et approuvée qu'à un niveau suffisamment élevé de l'État russe. Nous avons pris note de l'émission par la justice britannique de deux mandats d'arrêt à l'encontre des deux officiers de renseignement militaire russe identifiés par la police britannique et sommes disposés à coopérer avec ses services.

À la lumière de ces éléments très graves, je souhaite exprimer la profonde préoccupation de mon pays et réitérer notre condamnation de tels agissements, qui sont inacceptables. C'est une position que nous avons réaffirmée unanimement avec nos partenaires de l'OTAN et de l'Union européenne. Ces agissements mettent en danger la sécurité de nombreux civils, ils portent atteinte à la sécurité d'un de nos plus proches alliés, ils sont contraires aux règles du droit international et ils bafouent tous les principes de coopération et de respect mutuels auxquels nous sommes profondément attachés.

Le recours à des armes chimiques ne doit en aucun cas être une option en ce début de siècle. La réapparition de ces armes défie notre système de sécurité collective d'une manière que nous ne pouvons accepter. Il est donc de la responsabilité du Conseil de protéger le régime de non-prolifération chimique, et avec lui, notre système de sécurité collective. Nous demandons à la Russie, membre du Conseil, de répondre à toutes les questions qui se posent. Nous appelons également le Conseil et tous nos partenaires, y compris la Russie, à s'engager résolument pour protéger la Convention pour l'interdiction des armes chimiques, et à réaffirmer l'interdiction de recourir à ces armes.

Nous devons pour cela renforcer les moyens de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques afin de lui permettre de remplir son mandat. La mise en œuvre de la décision adoptée par la session extraordinaire de la conférence des États parties, réunie en juin dernier à la suite des incidents majeurs de Douma et de Salisbury, doit constituer notre feuille de route commune. Cette réunion des États parties à la Convention a aussi montré que la majorité de la communauté internationale partage nos inquiétudes sur le risque de remise en cause du régime de non-prolifération chimique et soutient le principe d'un renforcement des moyens de protection de la Convention.

Il est crucial dans ce contexte de doter la communauté internationale d'un mécanisme d'enquête et d'attribution pour tous les cas d'emploi d'armes chimiques en Syrie. Un tel instrument est essentiel en effet à la protection du régime chimique et nous avons de longue date encouragé la Russie à s'engager sur cette voie. Nous y reviendrons cet après-midi à l'occasion de notre réunion sur la Syrie.

Comme l'a rappelé récemment le Président de la République, M. Emmanuel Macron, la mobilisation et la détermination de la France en faveur de la protection du régime de la Convention sur les armes chimiques sont entières. Et notre détermination est totale. Nous venons de le réaffirmer conjointement avec nos partenaires britanniques, américains, allemands et canadiens.

Dans le même esprit, nous souhaitons que l'Union européenne se dote d'un régime de sanctions contre les individus et entités impliqués dans la prolifération et l'usage d'armes chimiques. Le Conseil peut compter sur l'engagement plein et entier de la France en ce sens.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance. Moi aussi, je voudrais remercier l'Ambassadrice Karen Pierce de son exposé détaillé sur l'enquête concernant la tentative de meurtre de Sergei et Yulia Skripal à Salisbury, à l'aide d'un agent neurotoxique. Nous saluons la transparence dont le Royaume-Uni a fait preuve dans ce processus. Nous continuons d'exprimer notre pleine solidarité avec le peuple et le Gouvernement britanniques, ainsi que notre volonté d'appuyer notre proche allié et notre partenaire européen dans le cadre des mesures que prend ce pays pour contrer la menace commune que représentent les armes chimiques.

Depuis le début, nous avons condamné cette attaque sans précédent, la première du genre à être perpétrée en Europe après la Seconde Guerre mondiale. Nous appelons la Russie à coopérer pleinement avec le Gouvernement britannique et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

L'enquête britannique a conclu qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour affirmer que des individus liés à l'État russe sont responsables de l'attentat commis à Salisbury. La Pologne a pleinement confiance dans le professionnalisme de la police britannique et des services chargés de l'enquête. Nous estimons que les mesures prises par le Royaume-Uni constituent un grand pas en avant pour éviter toute impunité en ce qui concerne l'emploi d'armes chimiques.

Je voudrais également réitérer les félicitations de la Pologne à l'égard de l'OIAC et de ses experts qui ont participé à la mission d'assistance technique pour le travail remarquable qu'ils ont accompli, afin d'établir les faits sur le terrain avec professionnalisme et impartialité.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt l'exposé important et détaillé de la Représentante permanente du Royaume-Uni, l'Ambassadrice Karen Pierce, concernant les derniers résultats de l'enquête sur l'incident de Salisbury du 4 mars. Cette enquête a récemment permis d'identifier les auteurs potentiels de cette attaque.

Je tiens à saluer la manière holistique et professionnelle dont l'enquête visant à identifier les auteurs de ce crime odieux a été menée. Je réitère notre confiance dans toutes les mesures prises par le Royaume-Uni dans le cadre de l'enquête sur cet incident.

À cet égard, nous voudrions réitérer notre position ferme en condamnant l'emploi d'armes chimiques – par qui que ce soit, à tout moment et où que ce soit –, qui constitue une violation grave du droit international. Nous insistons sur la nécessité d'amener ceux qui sont responsables de l'emploi de ces armes à rendre des comptes, qu'il s'agisse d'individus, d'entités, de groupes ou de gouvernements. Nous condamnons également la fabrication, l'acquisition, le stockage, la conservation et le transfert direct ou indirect de ces armes, conformément à l'article premier de la Convention sur les armes chimiques, à laquelle l'État du Koweït a adhéré en 1997.

Nous avons pleinement confiance dans le professionnalisme, l'indépendance et la transparence de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Nous soulignons la nécessité de renforcer ses capacités et ses moyens pour qu'elle puisse s'acquitter de ses fonctions et de ses responsabilités. Cela permettrait de renforcer le régime de non-prolifération, de faciliter les enquêtes sur les incidents ayant trait à l'emploi de ces armes et d'identifier les auteurs de violations du régime de non-prolifération.

Pour terminer, nous insistons sur la nécessité de garantir le respect du droit et des normes internationales et de maintenir la paix et la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies. Nous exhortons toutes les parties concernées à coopérer à toutes les enquêtes en cours concernant cet incident.

M^{me} Gregoire Van Haaren (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Le Royaume des Pays-Bas se félicite des dernières informations fournies par la Représentante permanente du Royaume-Uni concernant l'enquête sur l'attentat à l'arme chimique perpétré à Salisbury et l'empoisonnement commis ultérieurement à Amesbury le mois dernier.

J'aborderai trois points. Premièrement, le Royaume des Pays-Bas condamne l'emploi d'armes chimiques et exprime sa solidarité avec le Royaume-Uni. Deuxièmement, le lancement de poursuites pénales est un fait nouveau et important qui vient appuyer et renforcer nos précédentes conclusions. Troisièmement, la Fédération de Russie doit coopérer pleinement pour que la vérité éclate et pour assurer le respect du principe de responsabilité.

Tout d'abord, je tiens à dire encore une fois, clairement et sans ambiguïté, que la Royaume des Pays-Bas condamne l'emploi d'armes chimiques, à tout moment, en tout lieu et quelles que soient les circonstances. Je voudrais réaffirmer notre plein appui à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et à l'important travail qu'elle effectue pour nous. Alors que le Royaume-Uni est victime d'une utilisation irresponsable d'armes chimiques sur son propre sol, les Pays-Bas expriment leur ferme solidarité avec notre voisin, ami et allié.

Deuxièmement, lors de précédentes réunions, le Royaume des Pays-Bas s'est dit consterné par l'attaque dangereuse menée à l'aide d'un agent neurotoxique de qualité militaire sur le territoire britannique, qui a exposé des civils innocents à des risques considérables. Depuis lors, nous avons appris que l'attaque a fait un plus grand nombre de victimes, dont l'une, M^{me} Dawn Sturgess, n'a pas survécu. Nous adressons nos sincères

condoléances à ses proches. Décider de lancer des poursuites pénales est une mesure importante qui nous permet de faire toute la lumière sur le crime commis afin que justice soit faite. Le Royaume des Pays-Bas a pleinement confiance dans l'enquête menée par les autorités britanniques et il est convaincu de l'équité et de l'impartialité du système de justice britannique.

Troisièmement, maintenant que les auteurs de cet acte odieux ont été identifiés, ils doivent être traduits en justice. C'est pourquoi nous demandons à tous les États de coopérer pour garantir que les deux suspects comparaissent devant un tribunal au Royaume-Uni et pour faire toute la lumière sur la façon dont l'attaque a été menée. Ceux qui en sont responsables doivent être tenus de rendre des comptes. Je voudrais rappeler que le 22 mars le Conseil européen a condamné dans les termes les plus forts l'attaque de Salisbury. Les dirigeants européens ont approuvé à l'unanimité l'évaluation faite par le Gouvernement britannique quant à la responsabilité de la Fédération de Russie. Cette évaluation a été maintenant confirmée par l'enquête criminelle, ce qui a conduit à engager des poursuites pénales contre deux Russes.

Au cours de notre séance du 18 avril (voir S/PV.8237), le Royaume des Pays-Bas a exhorté la Fédération de Russie à changer d'attitude et à passer du déni à la coopération. Nous demandons de nouveau aux autorités russes de communiquer au Royaume-Uni toutes les informations nécessaires pour lui permettre de trouver des réponses et d'aider aux efforts visant à traduire les responsables en justice.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Ma délégation remercie le Royaume-Uni pour l'initiative de cette séance consacrée à la lettre datée du 13 mars 2018, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies, au nom de la Première Ministre britannique M^{me} Theresa May (S/2018/218), suite à la tentative d'empoisonnement de M. Sergei Skripal et sa fille Yulia à Salisbury, le 4 mars 2018.

La Côte d'Ivoire voudrait renouveler sa vive condamnation de cette tentative d'empoisonnement à l'aide d'un agent neurotoxique, tout comme elle réaffirme sa condamnation de l'utilisation ou du recours à l'arme chimique, quels qu'en soient les auteurs aussi bien en temps de paix comme de guerre. Les enquêtes menées par la police britannique orienteraient les soupçons

vers deux individus qui seraient liés à une agence de renseignements militaire russe.

L'affaire Skripal nous interpelle tous sur la nécessité de veiller à une mise en œuvre diligente des dispositions pertinentes de l'architecture internationale en matière de non-prolifération. Il ne fait aucun doute que le strict respect de la législation internationale en matière de lutte contre la prolifération des armes chimiques permettrait de prévenir de tels agissements, qui constituent des menaces à la paix et à la sécurité internationales. Mon pays exhorte toutes les parties prenantes à faire preuve de retenue et à collaborer avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dans le cadre des attributions qui lui ont été conférées lors de la session spéciale tenue les 26 et 27 juin 2018 à La Haye, afin d'identifier et de traduire devant les juridictions internationales compétentes les auteurs d'usage d'armes chimiques.

L'affaire Skripal constitue un sujet de dissension au sein du Conseil. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire, qui demeure fondamentalement attachée aux valeurs de dialogue, de paix et d'amitié entre les peuples, en appelle aux États Membres, afin qu'ils préservent l'unité du Conseil, sans laquelle la mission de préservation de la paix et de la sécurité internationales dont nous sommes investis restera un vœu pieux.

M. Skoog (Suède) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Royaume-Uni de sa mise à jour qui vient à point nommé.

Nous notons l'importance des nouvelles informations issues de l'enquête menée par les Britanniques. Nous insistons sur notre confiance dans les conclusions britanniques. Nous demandons à la Russie de changer d'attitude, de coopérer avec l'enquête et les poursuites en cours et d'informer l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de tout programme d'armes chimiques neurotoxiques. Les toutes dernières informations recueillies montrent que la Russie est très probablement responsable de l'attaque, comme le Conseil européen l'a affirmé précédemment.

Nous regrettons que, depuis le dernier examen de ces nouveaux éléments par le Conseil (voir S/PV.8237), une ressortissante britannique soit décédée à Amesbury après avoir été en contact avec une substance que l'OIAC a confirmé être le même agent neurotoxique Novitchok qui a empoisonné Sergei et Yulia Skripal. Nous réitérons notre ferme condamnation de l'utilisation d'un agent neurotoxique sur le sol britannique et exprimons notre

pleine solidarité avec le Royaume-Uni, ami cher et partenaire dans l'Union européenne.

Une fois encore dans cette salle, nous condamnons dans les termes les plus forts l'utilisation d'armes chimiques, strictement interdite par le droit international. Veiller au respect de l'interdiction des armes chimiques est une responsabilité commune. On peut soutenir que les membres permanents du Conseil de sécurité assument une responsabilité particulière s'agissant de lutter contre les armes de destruction massive. Le système international fondé sur des règles nous protège tous, et il nous faut veiller à son intégrité. À cet égard, nous réaffirmons notre plein appui à l'OIAC – l'organisation internationale indépendante chargée de superviser l'interdiction des armes chimiques.

M. Zhang Dianbin (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine a écouté attentivement l'exposé de la représentante du Royaume-Uni.

La Chine s'oppose fermement à tout emploi d'armes chimiques par un État, une organisation ou un individu, quels que soient les circonstances ou les objectifs. La Chine est favorable à une enquête complète, objective et équitable sur les allégations d'emploi d'armes chimiques qui, se fondant sur des preuves solides, devrait aboutir à des conclusions basées sur des données factuelles. C'est là notre position, claire et inchangée.

Nous avons suivi l'évolution de la situation à la suite de l'incident de Salisbury en mars. Les problèmes qui y sont liés doivent, à notre sens, être réglés conformément aux règles et procédures de la Convention sur les armes chimiques et dans le cadre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Nous prenons note de la lettre datée du 5 septembre adressée au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente du Royaume-Uni. Nous notons aussi que les parties concernées ne sont pas parvenues à des conclusions acceptables par toutes les parties sur certaines questions, notamment celle de savoir qui doit être tenu pour responsable de l'incident. À cet égard, les parties doivent œuvrer sur la base du respect mutuel et d'une consultation équitable et régler le problème par le dialogue.

Alors que la communauté internationale continue d'être confrontée à de nombreux défis, les parties doivent œuvrer de concert plutôt que l'une contre l'autre. Il importe de se concentrer sur le fond du problème et d'éviter la politisation et les initiatives pouvant exacerber les tensions. Les membres du Conseil

de sécurité doivent rester unis dans un effort commun visant à assumer la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales, qui est la leur.

M. Umarov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Ayant entendu aujourd'hui le point fait sur la situation actuelle concernant l'enquête sur cet incident notoire, ma délégation voudrait elle aussi faire part de ses observations sur la question.

Premièrement, nous nous félicitons de l'action diligente menée par le Royaume-Uni sur l'affaire et du fait qu'il a partagé avec nous les informations recueillies. Toutefois, examiner une question aussi sérieuse demande plus de temps, en particulier pour analyser les conclusions de l'enquête britannique.

Deuxièmement, il est difficile de parvenir à une évaluation objective, notamment en ce qui concerne les conclusions fondées sur la lettre du Royaume-Uni en date du 5 septembre. Nous aimerions recevoir des données plus concrètes avant de tirer des conclusions.

Troisièmement, s'il s'avère toujours nécessaire d'agir, les décisions ne doivent pas être prises à la hâte. Comme nous pouvons le constater, avec le temps, nous recevrons des informations de plus en plus précises sur l'incident, ce qui nous permettra éventuellement de faire une évaluation et une conclusion justes et objectives.

En tant que pays touché par les conséquences de l'utilisation des armes de destruction massive, nous exprimons notre sincère solidarité à ceux qui ont souffert et souffrent aujourd'hui de leur utilisation. Nous restons fermement attachés à la lutte contre l'emploi des armes chimiques et sommes prêts à jouer un rôle constructif dans la prévention de tels incidents atroces.

Le Kazakhstan compte sur la poursuite d'enquêtes exhaustives, objectives et transparentes et demande aux parties de ne pas agir précipitamment sans fournir des preuves complètes et irréfutables de l'implication de l'une ou l'autre partie.

Enfin, nous pensons que le Conseil, en tant que principal organe chargé d'assurer la paix et la sécurité internationales, doit rester cohérent et agir sur la base de faits solides, fondés sur des preuves, afin de pouvoir prendre des décisions objectives et transparentes.

M^{me} Guadey (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous remercions la délégation britannique de son exposé et de ses mises à jour sur les résultats de son enquête sur l'incident de Salisbury. Nous prenons également note de la déclaration faite par la Première Ministre du

Royaume-Uni devant le Parlement, qui a été distribuée hier aux membres du Conseil de sécurité. Par ailleurs, nous avons vu le résumé du rapport sur les activités menées par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à l'appui d'une demande d'assistance technique du Royaume-Uni, qui a été publié il y a deux jours.

Notre position sur l'emploi des armes chimiques est bien connue et nous condamnons fermement tout emploi d'armes chimiques par des acteurs étatiques ou non étatiques. Cela est inacceptable et constitue une violation grave du droit international. Néanmoins, nous comprenons qu'un certain nombre de questions doivent encore être clarifiées et, malheureusement, nous ne disposons pas de toutes les informations nécessaires.

Une chose est toutefois très claire. La coopération entre le Royaume-Uni et la Fédération de Russie est absolument vitale pour faire toute la lumière sur cette question. Cela devrait se faire de bonne foi et de manière équitable en procédant aux consultations et à l'échange d'informations nécessaires. C'est ce qui permettra de régler la question une fois pour toutes d'une manière qui apaisera les préoccupations du Royaume-Uni et, en fin de compte, permettra de traduire les responsables en justice.

M^{me} Córdova Soria (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Nous prenons note des informations présentées aujourd'hui.

La Bolivie réaffirme sa position de rejet catégorique de l'utilisation d'éléments chimiques comme armes, ce qui constitue un acte injustifiable et criminel et un crime grave contre le droit international, la paix et la sécurité internationales. Leur utilisation par qui que ce soit et en quelque circonstance que ce soit est odieuse et constitue une violation grave des droits de l'homme, et les auteurs doivent être identifiés et traduits en justice.

Il s'agit également d'un précédent sensible, car il porte atteinte au régime de non-prolifération et est donc contraire aux dispositions de la Convention sur les armes chimiques. Nous réaffirmons la nécessité d'une enquête indépendante, transparente, objective, impartiale et dépolitisée, conformément aux règles existantes du droit international, principalement dans le cadre de la Convention sur les armes chimiques. Nous réaffirmons la nécessité d'une enquête indépendante.

En ce qui concerne les événements du mois de mars, il est essentiel que les pays concernés recourent

aux voies diplomatiques appropriées afin de respecter les principes de respect mutuel et de coopération bilatérale qui permettent une résolution négociée de cette situation. Dans de telles circonstances, le fait de porter des accusations en l'absence d'un dialogue approprié et d'un échange transparent d'informations entre les parties ne contribue pas à atteindre cet objectif. Enfin, nous espérons que le dialogue et le respect prévaudront à mesure que la situation continuera d'évoluer.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : La Guinée équatoriale a suivi avec préoccupation l'évolution des événements liés à l'incident impliquant l'utilisation d'un agent chimique à Salisbury (Royaume-Uni) le 4 mars et suit avec une attention objective les enquêtes en cours visant à éclaircir complètement les circonstances de cet incident et espère qu'elles seront complètes, justes et indépendantes et conformes aux normes internationales pertinentes.

La Guinée équatoriale s'oppose à la fabrication, au stockage et à l'emploi d'armes chimiques, car cela est contraire à la Convention sur les armes chimiques et aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et préconise leur interdiction et destruction totales et complètes. Nous espérons que les responsables de son utilisation, où qu'ils se trouvent, seront confrontés à l'action de la justice internationale. Nous condamnons fermement l'attentat de Salisbury contre la vie des Skripal, et nous compatissons avec le peuple britannique, en particulier avec la famille de la victime qui est décédée des suites de ce crime abominable.

La Guinée équatoriale réitère l'espoir que les parties concernées – le Royaume-Uni et la Fédération de Russie – feront preuve de modération et trouveront les moyens de gérer cette situation d'une manière pratique et raisonnable, et par des contacts directs.

La République de Guinée équatoriale réaffirme sa conviction que l'interdiction complète et effective des armes chimiques et leur destruction est un pas nécessaire vers la réalisation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous avons écouté attentivement la déclaration de notre collègue britannique, qui avait promis de fournir de nouvelles informations sur l'enquête concernant l'affaire Skripal. Nous avons également étudié attentivement la déclaration de la Première Ministre britannique, M^{me} Theresa May, devant le

Parlement, sur le même sujet. À dire vrai, nous espérions beaucoup entendre aujourd'hui des propos convaincants qui auraient permis de faire la lumière sur ce mystérieux incident. Malheureusement, nos espoirs ont encore une fois été déçus. Dans la déclaration d'aujourd'hui, nous avons entendu la même litanie de mensonges au sujet des prétendus agents doubles considérés comme des cibles légitimes d'assassinat de la part des services de renseignements spéciaux russes; au sujet de la formation des services spéciaux russes à la manipulation de produits chimiques toxiques; au sujet de la mise au point d'agents chimiques militaires en Russie et des attaques informatiques et autres tentatives visant à organiser un coup d'état en Macédoine et bien davantage. Je ne vais pas énumérer tout ce cocktail de mensonges infondés. Des insinuations similaires ont été faites hier par la Première Ministre britannique.

Nous avons appris hier encore que des enquêteurs britanniques héroïques ont publié des photographies de deux individus soupçonnés d'avoir empoisonné Sergei et Yulia Skripal. Aujourd'hui, les autorités britanniques tentent de proclamer qu'il s'agit d'un événement sensationnel et d'un tournant dans l'enquête. Ces individus sont censés avoir des noms de famille et la citoyenneté russes, et avec le degré de certitude qui nous est maintenant si familier, on dit qu'il est « très probable » qu'ils font partie des services de renseignement russes. Dans le même temps, on a immédiatement supposé que les noms donnés étaient des pseudonymes. En outre, contrairement à ce qui s'est produit dans le cas de la précédente provocation non fondée de ce type, l'affaire Litvinenko, les Britanniques ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de demander à la Russie l'extradition des suspects. Ils n'ont pas non plus l'intention de coopérer avec les autorités russes. Pourquoi, en effet, en prendre la peine? Cela n'entre pas dans les plans de Londres. Dans leurs déclarations d'aujourd'hui, de nombreuses délégations ont exhorté la Russie à coopérer avec la Grande-Bretagne. Mais, en réalité, c'est exactement le contraire qui se passe. C'est nous qui demandons à Londres de coopérer, et non le contraire. Et Londres refuse cette coopération. Londres a besoin de cette affaire pour une raison et une seule raison seulement : déclencher une campagne antirusse hystérique et haineuse et entraîner d'autres pays dans cette campagne.

Le nombre d'incohérences et de questions en suspens liées aux prétendues nouvelles preuves britanniques est inimaginable. Par exemple, les photos des suspects fournies par Londres montrent ces derniers

marchant le long d'un même couloir, prétendument à l'aéroport de Gatwick, à la même heure et à la seconde près. Selon les données citées par M^{me} Theresa May, les suspects sont apparus devant la maison des Skripal vers midi le 4 mars, bien que tous les précédents rapports de police aient indiqué que les Skripal étaient sortis de chez eux tôt ce matin et qu'ils n'y étaient pas revenus. Comment ont-ils pu alors entrer en contact avec la poignée prétendument empoisonnée de la porte de leur maison? Il est aussi peu convaincant que les suspects auraient transporté le mythique Novitchok dans une bouteille de parfum ordinaire. Selon les rapports publiés par les experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), concernant précisément l'incident survenu à Amesbury, la substance est si toxique et si dangereuse que des conteneurs de protection spéciale doivent être utilisés pour la transporter, sinon la personne qui les transporte en serait inévitablement la première victime.

En Russie, nous avons une blague populaire sur un personnage nommé Joe l'insaisissable. Il est insaisissable non pas parce que personne ne peut l'attraper, mais parce que personne n'a besoin de lui et que personne ne le recherche même. J'ai la nette impression qu'on nous a présenté deux insaisissables Joe, prétendument agissant sur des ordres venus de Moscou. Il y a peut-être quelqu'un ici qui trouve ce jeu convaincant, mais pour moi ce nouvel acte théâtral semble tout aussi fabriqué et tiré par les cheveux que ceux qui ont été déjà joués, parfois dans cette salle même.

Nos collègues britanniques ont adopté une position bien commode. Le verdict a été prononcé, la partie coupable – la Russie – a été désignée, les noms réels des suspects ne sont pas connus, mais l'on prétend qu'ils sont des employés du service de renseignement militaire russe. Comment a-t-on pu déterminer cela sans connaître leurs noms? C'est une grande énigme pour nous.

On nous demande de coopérer. Comme je l'ai dit, c'est nous qui avons demandé à Londres de coopérer, ce qui nous a été catégoriquement refusé dès le premier jour. Hier, l'ambassadeur britannique a été convoqué au Ministère russe des affaires étrangères. À une question qui lui a été posée, il a répondu que les autorités britanniques ne fourniraient pas aux Russes les informations que les suspects auraient fournis à l'ambassade lorsqu'ils ont présenté leur demande de visa. Et pourtant ces informations comprennent les empreintes digitales qui permettraient, mieux qu'une photo diffusée

sur Internet, de les identifier beaucoup plus facilement. Il n'y a rien d'étonnant à cela. Dans le monde affranchi de la vérité créé par nos collègues occidentaux – un monde de délire et de faux-semblant – on peut prononcer la sentence avant même de rendre un verdict, et même commencer à appliquer la peine. Londres ne semble pas vouloir voir cette affaire aller à son dénouement. Elle n'en a pas besoin.

Puisque nous sommes réunis ici encore une fois pour écouter les révélations de Londres, examinons les grandes lignes du tableau qui nous a été présenté depuis la tentative d'assassinat à Salisbury le 4 mars. Il y a deux citoyens russes qui ont été exposés à un mystérieux agent neurotoxique, qui sont détenus quelque part et auxquels ni le personnel du consulat russe ni leurs proches parents ne peuvent avoir accès, en violation de toutes sortes de normes juridiques et humanitaires internationales. Il s'agit là d'un fait. Tout ce que nous avons vu, c'est une apparition de Yulia Skripal à la télévision, ce qui a soulevé nombre de questions et de doutes quant à la possibilité qu'elle était soumise à de graves pressions morales et psychologiques.

Il y a une lettre sous forme d'ultimatum adressée à la Russie, exigeant de la Russie qu'elle admette avoir essayé d'attenter à la vie des Skripal. Il y a aussi plusieurs lettres adressées aux autorités britanniques par la Fédération de Russie proposant de l'inclure dans l'enquête et contenant une liste impressionnante de questions précises qui sont restées sans réponse. Enfin, il y a la conclusion à laquelle sont arrivés les experts de l'OIAC, à savoir qu'un agent neurotoxique dont ils n'ont pas pu identifier le pays d'origine, a été utilisé à Salisbury le 4 mars. Ils n'ont pas été en mesure de le faire parce que cela était en principe impossible.

Voilà où s'arrêtent les faits. Tout le reste n'est que pure spéculation née de la riche imagination et du fantasme russophobe des autorités de Londres. Nos collègues britanniques ne veulent tout simplement pas tenir compte des contradictions flagrantes des conclusions de l'enquête, divulguées en doses calculées par les médias, faisant circuler des versions nouvelles encore plus absurdes. Je ne vais pas toutes les citer, car mon temps et celui des membres du Conseil est précieux. Je dirai seulement que six mois plus tard, il est impossible de comprendre pourquoi la Russie voudrait empoisonner les Skripal, ni pourquoi elle l'aurait fait de cette façon si étrange, si recherchée et si illogique. On nous a dit qu'un gel a été appliqué à la poignée, mais maintenant Theresa May dit qu'apparemment les

suspects l'ont transporté sur eux, dans une bouteille de parfum. Il y a là des incohérences en pagaille.

Les conclusions infondées que c'est Moscou qui a fait tout cela étaient nombreuses, et ont été suivies de sanctions. Il semble que dans ce théâtre de l'absurde qui n'en finit pas, la seule gagnante est la compagnie Nina Ricci, dont les produits bénéficient d'une publicité gratuite en tant que récipiends du mythique Novitchock. Tous ceux qui espéraient encore trouver les auteurs ont compris il y a longtemps que les autorités britanniques n'ont toujours pas de preuves de l'implication de la Russie dans l'incident de Salisbury ou, en fait, de versions raisonnables de ce qui s'est passé. Pour être honnête, nous avons déjà perdu espoir. Pour nous, donc, la question est tout simplement de savoir quels nouveaux stratagèmes Londres va préparer pour éviter qu'une enquête réellement sérieuse soit menée sur l'affaire Skripal, plutôt qu'une enquête politiquement motivée. Malheureusement, la prétendue information sensationnelle qu'on nous a présentée aujourd'hui entre parfaitement dans ce plan. À propos, nous n'avons aucun problème avec les citoyens anglais ordinaires, que nous aimons et respectons, et qui ont pu le constater pendant la Coupe du monde de football en Russie. Notre problème, c'est avec le Gouvernement britannique seulement, qui est en train d'induire en erreur non seulement la communauté internationale mais aussi ses propres citoyens.

Pour terminer, je voudrais passer à un langage plus formel et, de façon concise, dire ce qui suit. La Fédération de Russie rejette fermement toutes les accusations infondées concernant son implication dans l'empoisonnement à l'aide de produits chimiques toxiques, dans la ville de Salisbury en mars 2018, des citoyens russes Sergei et Yulia Skripal, comme l'a une fois encore réitéré la Première Ministre britannique, M^{me} Theresa May, dans un discours au Parlement le 5 septembre. Nous demandons instamment aux Britanniques de faire preuve de retenue. Nous nous déclarons prêts à tenir des consultations conformément à la Convention sur les relations consulaires bilatérales du 2 décembre 1965 et de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959. Nous exigeons que soit accordé un accès consulaire aux ressortissants russes qui ont été illégalement détenus par les autorités britanniques.

Nous affirmons encore une fois, en toute responsabilité, que les déclarations des autorités de Londres – faisant croire à la communauté internationale

que seule la Russie a possédé et possède aujourd'hui les moyens techniques, l'expérience pratique et les motifs pour commettre de tels actes en utilisant des substances toxiques – sont infondées. La Fédération de Russie n'a jamais mis au point, fabriqué ou stocké les matières chimiques toxiques que les Occidentaux appellent Novitchok. Le mot « Novitchok » même, ainsi que les informations concernant la structure et le spectre de cet agent chimique, ont commencé à apparaître dans des documents scientifiques spécialisés étrangers et des bases de données appliquées sur la base d'informations fournies par des déserteurs soviétiques qui ne sont qu'indirectement liés à l'ancien programme d'armes chimiques de l'armée soviétique. Par ailleurs, des activités similaires étaient également en cours dans un certain nombre d'autres pays, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et d'autres pays occidentaux, avec la participation directe du laboratoire de Porton Down, au Royaume-Uni. Il existe en Occident des volumes d'études spécialisées concernant ces recherches. L'implication de Porton Down est particulièrement importante pour comprendre ce qui s'est passé dans l'affaire Skripal, qui a été utilisée par Londres contre la Russie, et lors du dernier incident qui s'est produit à Amesbury, dont les victimes étaient des citoyens britanniques. La Fédération de Russie appelle tous les États à examiner les faits en faisant preuve de la plus grande responsabilité et en s'efforçant de les comprendre. Nous les prions également d'appuyer notre appel au Gouvernement britannique afin qu'il ouvre des consultations avec la Fédération de Russie dans le contexte de la Convention sur les armes chimiques et des deux autres conventions susmentionnées.

Pour conclure, il ressort clairement de la déclaration de Londres qu'elle disposait déjà au mois de mai de toutes les informations présentées hier. Si le Royaume-Uni n'avait pas désigné les suspects potentiels et déterminé qu'ils s'étaient rendus à Salisbury, il n'y aurait eu aucune raison de chercher l'hôtel où ils sont descendus. Il est clair que si toutes les prétendues preuves étaient aussi importantes qu'ils le prétendent, elles auraient été rendues publiques il y a quatre mois, avant les événements tragiques d'Amesbury. Nous ne pouvons tirer qu'une conclusion de tout ceci, à savoir que Downing Street est gouvernée non pas par la volonté de voir la justice faite mais par d'autres motivations, que nous avons déjà évoquées.

L'incident du 4 mars est devenu un prétexte utile pour stimuler l'hystérie contre la Russie, et il a été utilisé pour miner notre autorité en tant qu'État partie

à la Convention sur les armes chimiques à la veille de l'utilisation orchestrée d'armes chimiques dans la ville syrienne de Douma. Le scénario auquel nous assistons aujourd'hui est semblable. Theresa May a prononcé une déclaration le 5 septembre à la veille de ce que nous pourrions appeler la nouvelle saison politique. Cette déclaration a porté sur la situation à Edleb, qui fait l'objet de débats animés, et sur les provocations à l'arme chimique que les militants, en collaboration avec les Casques blancs, sont en train de préparer sur place et concernant lesquelles nous avons plusieurs fois mis en garde. Nous distribuerons aux États Membres de l'ONU les documents pertinents relatifs au sujet de la présente séance.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Ce matin, le Conseil de sécurité examine la question de l'utilisation d'armes chimiques pour la première fois sur deux au cours de cette journée. Comme ils l'ont fait auparavant, les États-Unis condamnent sans équivoque l'utilisation d'armes chimiques, que ce soit à Salisbury ou ailleurs. Nous défendons fermement la norme internationale contre l'utilisation de ces terribles armes, et nous nous tenons fermement aux côtés du peuple britannique.

Il est facile d'exprimer de l'indignation, bien sûr. Nous le faisons chaque jour dans cette salle. Il est plus difficile de trouver des solutions. Aujourd'hui, nos amis et collègues britanniques ont présenté un cours de maîtrise sur la manière d'arrêter la propagation des armes chimiques. Ils demandent des comptes à ceux qui utilisent des agents chimiques et fournissent un appui vital à la norme internationale contre l'utilisation de ces armes meurtrières et illégales. Le Gouvernement britannique veut demander des comptes aux auteurs de cette attaque de la seule manière dont cela soit possible, à savoir dans le respect de l'état de droit.

Les enquêteurs britanniques ont mené une enquête approfondie et objective sur les tentatives de meurtre avérées contre Sergei et Yulia Skripal et l'inspecteur Nick Bailey. Ils ont lié ces crimes à l'agent chimique qui a empoisonné Charlie Rowley et tué Dawn Sturgess. La Première Ministre, M^{me} May, a décrit dans le détail toutes les étapes de l'enquête. Des centaines de détectives ont analysé des milliers d'heures d'images de vidéosurveillance et des milliers de documents. Nous étions déjà au courant de certains faits. Les enquêteurs britanniques ont déjà conclu que la Russie était

responsable de l'exposition de centaines de personnes à un agent chimique meurtrier dans les rues de Salisbury. Maintenant, grâce au travail minutieux et méthodique des autorités britanniques, personne ne devrait douter. Il est en fait stupéfiant de voir combien les résultats sont clairs et indéniables.

Le Gouvernement britannique a identifié deux ressortissants russes comme étant responsables de l'utilisation de l'agent neurotoxique Novitchok sur le sol britannique et de la tentative de meurtre d'un citoyen britannique et de sa fille. Point crucial : les Britanniques ont également conclu que les deux hommes étaient des officiers de la direction générale du renseignement de l'armée russe. Ce n'était pas, comme la souligné la Première Ministre, M^{me} May, une opération pirate. C'était une attaque planifiée avec précision et détermination. Les Britanniques ont des images vidéo des suspects à leur arrivée à l'aéroport de Gatwick, de leur déplacement vers le voisinage de la maison des Skripal le jour de l'attaque, et enfin de leur retour d'Heathrow vers Moscou. Toutes les personnes présentes dans cette salle et toutes celles qui écoutent dans le monde entier devraient avoir le sang glacé par les résultats de cette enquête. En ce qui concerne l'empoisonnement de Charlie Rowley et le décès de Dawn Sturgess, la Première Ministre, M^{me} May, a eu des paroles justes :

« Si ces deux suspects étaient sous notre juridiction, la loi justifierait clairement leur arrestation pour meurtre. »

C'est ainsi qu'il faut procéder. C'est ainsi que des individus qui commettent des meurtres et leurs crimes odieux sont découverts. C'est ainsi que les nations qui enfreignent les normes internationales qui garantissent notre sécurité à tous sont amenées à rendre des comptes. C'est ainsi que l'on honore la mémoire des morts, les blessés et les secouristes qui leur viennent en aide. Il nous incombe maintenant de remplir notre rôle.

Plutôt que d'accepter la responsabilité de ses actes, le Gouvernement russe n'offre que dénis et contre-accusations et fait tout pour détourner l'attention de sa culpabilité. Les dénis russes suivent un schéma familier. De la Crimée au vol MH17 de la Malaysia Airlines en passant par le Donbass et le meurtre d'Alexandre Litvinenko, la liste est longue. Et le refrain est toujours le même : la Russie n'est jamais à l'origine de ces incidents. Mais personne n'y croit. La dernière mesure prise par le Royaume-Uni permettra de faire porter à la Russie la responsabilité de cette attaque

flagrante. En conséquence directe de l'utilisation par la Russie d'armes chimiques dans l'incident de Salisbury, les États-Unis ont annoncé la mise en place de nouvelles sanctions contre la Russie. En collaboration avec nos alliés de l'OTAN et d'autres partenaires, nous avons expulsé 153 représentants russes dans le monde entier après l'attaque commise contre les Skripal sur le sol britannique.

Si cet incident s'est produit à Salisbury, qui peut dire qu'il n'aurait pas pu avoir lieu à Paris, Amsterdam ou Addis-Abeba? Nous devons aider nos amis britanniques à retrouver les deux suspects russes qu'ils ont identifiés et à les traduire en justice au Royaume-Uni. Mieux encore, pourquoi le Gouvernement russe ne remet-il pas ces deux meurtriers aux autorités britanniques? Nous devons mener et gagner la bataille contre l'impunité des auteurs d'attaques à l'arme chimique. L'heure des explications est venue pour la Russie, et nous devons faire preuve de solidarité à l'égard de nos collègues britanniques.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

La représentante du Royaume-Uni a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M^{me} Pierce (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie mes collègues des vues qu'ils ont exposées et de nous avoir exprimé leur solidarité et leur appui. Je remercie également mes collègues qui ont réitéré leur dégoût face à l'utilisation d'armes chimiques, quels que soient le lieu et le moment. Je tiens simplement à le dire très clairement : le Royaume-Uni est lui aussi d'avis qu'il faut renforcer l'interdiction internationale de l'utilisation d'armes chimiques.

On m'a posé un certain nombre de questions, Madame la Présidente, alors avec votre permission, j'y répondrai brièvement.

On m'a posé une question sur l'enquête. Je voudrais simplement rappeler à mes collègues qu'au Royaume-Uni, la police est indépendante du Gouvernement. Cette enquête est indépendante. L'enquête sur le meurtre de Dawn Sturgess, qui est en cours, est également indépendante. Nous sommes convaincus qu'elle est méthodique et exhaustive.

On m'a posé une question sur les incohérences des éléments de preuve identifiant les deux individus russes comme deux agents du Service de renseignement militaire russe (GRU). Nous disposons d'enregistrements de vidéosurveillance. Nous serons heureux de partager

ces images avec nos collègues. À titre d'exemple, l'Ambassadeur russe a indiqué que, selon l'horodateur, les deux individus se trouvaient dans le même couloir au même moment. Je ne sais pas si l'Ambassadeur est déjà passé à l'aéroport de Gatwick. Nous sommes allés à l'aéroport de Gatwick. Il compte de multiples couloirs identiques dans lesquels les gens peuvent passer. Voilà ce qui s'est produit pour ces deux Russes. Nous sommes convaincus que les éléments de preuve dont nous disposons sont fiables, et je serai heureuse d'en parler avec tous mes collègues intéressés. De fait, tous les membres de l'Assemblée générale qui nourriraient des doutes quant à ces preuves seront les bienvenus à la Mission britannique pour une session d'information.

On m'a également demandé ce qu'il en était de la coopération avec les autorités russes. Je tiens à rappeler à mes collègues du Conseil que lorsque cet incident s'est produit, en mars, mon gouvernement s'est tourné vers les autorités russes et a requis leur coopération. On nous a répondu que notre demande de coopération était nulle et non avenue. Nous aurions été heureux de collaborer avec les autorités russes à l'époque. Nous avons fait part de notre volonté de collaborer depuis lors mais, en l'occurrence, on a nous toujours entraînés vers des voies qui n'ont rien à voir avec ce cas particulier. Je crois que c'est très regrettable. Les Russes nous ont également demandé s'ils pouvaient rejoindre l'enquête une fois qu'elle avait été lancée. Je l'ai déjà dit dans cette même salle, et je vais le répéter : on ne recrute pas un pyromane pour éteindre un incendie, encore moins lorsque l'incendie a été justement allumé par ce pyromane.

On m'a demandé si les agents du GRU utilisaient des faux noms. Les noms sont peut-être faux, mais les crimes sont réels. L'heure n'est plus aux mensonges et à la discrimination, et il est temps maintenant de rechercher la vérité et d'établir les responsabilités. Nous ne sommes pas partis du principe que les Russes étaient coupables. Nous avons mené une enquête. Peut-être que dans le système judiciaire russe, on part du principe que quelqu'un est coupable plutôt qu'innocent. Ce n'est pas le cas au Royaume-Uni, mais je pense que, pour les autorités russes, se pose la question intéressante de savoir si c'est parce qu'ils étaient incompetents que les agents du GRU ont laissé des traces, ou si c'est parce qu'ils ont voulu se rebeller. Je pense que c'est une ligne de réflexion importante qu'il faut envisager.

On nous a accusés de ne pas laisser le Consulat russe accéder aux Skripal. En fait, comme je l'ai déjà

dit au Conseil, nous avons transmis à Yulia Skripal les coordonnées du Consulat russe à Londres, et ce sont les souhaits qu'elle a exprimés que nous avons suivis dans tous les échanges ultérieurs. Je suis heureuse de dire que Yulia se remet bien. Nous n'avons d'autre but dans nos relations avec elle que de privilégier son bien-être et de suivre ses volontés.

À la date d'aujourd'hui, la Russie nous a déjà donné 37 versions des motivations et du déroulement de l'incident de Salisbury. Il me semble qu'aucune d'entre elles ne tient la route. Nous estimons que les éléments de preuve que nous avons présentés parlent d'eux-mêmes, mais, je le répète, je serai très heureuse de présenter un exposé sur la question à n'importe quel Membre de l'ONU qui en exprimerait le souhait. Il convient de rappeler qu'une femme est morte, que deux personnes ont échappé de justesse à la mort, qu'une ville tout entière a été mise en danger et que le régime mondial de non-prolifération des armes chimiques a lui aussi été menacé. J'ose espérer que les Russes respecteront le Conseil, qu'ils dialogueront sur la base des faits et qu'ils accepteront les preuves irréfutables de la complicité russe dans ce crime.

En ce qui concerne les allégations russes formulées à l'encontre du Royaume-Uni s'agissant de Douma, encore une fois, je pense que cela montre qu'une grande partie des autorités russes fonctionne dans un univers parallèle où les réalités et les normes internationales sont inversées. Nous abhorrons l'emploi d'armes chimiques. Nous prenons extrêmement au sérieux les responsabilités qui nous incombent en vertu de la Convention sur les armes chimiques. Nous appelons les autorités syriennes, et les autorités russes qui collaborent avec elles, à ne pas utiliser d'armes chimiques contre leur propre population et à ne pas répéter l'expérience de la Ghouta orientale et de Douma. Mais comme vous l'avez indiqué vous-même, Madame la Présidente, de même que nos collègues français et le Royaume-Uni, nous entendons honorer nos responsabilités internationales et nous entendons honorer les obligations et engagements internationaux fixés par la communauté internationale.

En guise de conclusion, je dirai que le monde est appauvri par le fait que la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, refuse de se joindre à nous pour s'en acquitter afin de défendre l'ordre international.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé à faire une nouvelle déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Malheureusement, je n'ai rien appris de nouveau dans cette déclaration supplémentaire de ma collègue britannique. Nous avons entendu la même série d'accusations infondées que nous avons déjà entendues dans des séances précédentes. Je voudrais mentionner quelques éléments factuels. Comme je l'ai dit concernant l'accès consulaire à Yulia et Sergei Skripal, nous ne disposons pas de cet accès. Autre fait notable : la propre sœur de Yulia Skripal, qui vit en Russie et qui voulait lui rendre visite – ce à quoi Yulia avait donné son consentement – s'est vu par deux fois refuser un visa pour le Royaume-Uni par l'Ambassade britannique. Cela n'est-il pas révélateur?

En ce qui concerne la demande supposément faite par le Royaume-Uni auprès de la Russie dans le sillage immédiat de l'incident, nous avons déjà eu le plaisir de commenter plus d'une fois sur la nature de cette demande, qui n'avait absolument rien d'une demande. En fait, le Ministre britannique des affaires étrangères de l'époque, M. Boris Johnson, a exigé auprès de l'Ambassadeur russe à Londres que la Russie admette d'avoir commis un crime et qu'elle explique comment il avait été commis, soit au su des autorités russes, soit sur un malentendu ou par manque de supervision. Voilà, en réalité, toute la prétendue demande de coopération qui a été faite à la Russie. Il ne faut pas induire en

erreur la communauté internationale à cet égard. Les Britanniques n'ont pas demandé la coopération de la Russie dans l'enquête sur cette affaire. Au contraire, la Russie a demandé à maintes reprises, dans le cadre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et par d'autres voies, qu'une enquête conjointe soit menée avec le Royaume-Uni, confirmant ainsi notre volonté de coopérer pleinement à cet égard.

Certes, je comprends que notre collègue britannique ait déclaré que nous vivions dans un univers parallèle – et certains aimeraient peut-être que nous vivions sur une autre planète – mais puisqu'il n'y a pas encore de planètes colonisées, nous devons vivre sur la seule que nous avons. Or, sur cette planète, nous allons devoir coopérer, que cela plaise ou non. La plupart des questions que nous avons posées – et il y en a plus de 40 – n'ont toujours pas eu de réponse. De même, on ne compte pas de multiples versions russes de ce qui s'est passé, comme a tenté de le faire croire la représentante britannique aujourd'hui, laissant entendre que les versions des journalistes représentent la position des autorités russes. Nous serons nous aussi heureux de présenter aux délégations intéressées un exposé sur la façon dont nous percevons la situation, sur ce qui s'est passé et sur ce qui est en train de se passer dans la prétendue enquête britannique.

La séance est levée à 12 h 55.